

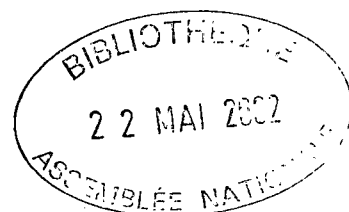
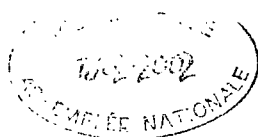
ASSEMBLÉE NATIONALE  
REÇU

2 AVR 22 16:31

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**

**MINISTÈRE DES FINANCES**

**Demande de renseignements particuliers  
de l'Opposition officielle**



**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

---

**TABLE DES MATIÈRES**

**Ministère des Finances**

- 1 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale observée des mesures ayant un impact sur les revenus des six budgets qui ont précédé celui de 2002-2003?
- 2 Pour le gouvernement, quel est l'impact financier observé des mesures ayant un impact sur les dépenses des six budgets qui ont précédé celui de 2002-2003?
- 3 Ventilation des crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux activités de recherche et développement :
  - a) pour les grandes entreprises;
  - b) pour les PME;
  - c) pour les entités universitaires.
- 4 Ventilation de l'aide totale accordée à l'industrie des courses de chevaux depuis 1995.
- 5 Estimation du capital de risque au Québec qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement (en dollars).
- 6 Ventilation de la provision pour créances douteuses en 2002-2003.
- 7 État de situation concernant le projet d'usine d'éthanol. Échéancier et prévisions budgétaires.
- 8 Quel est l'actif et le passif des fonds spéciaux créés depuis 1995-1996?
- 9 Quel est l'actif et le passif de Financement-Québec au 31 mars 2001?
- 10 Quel est l'écart en pourcentage entre les taux de rendement des obligations à moyen et long termes (i.e., 5, 10 et 20 ans) du gouvernement du Québec par rapport aux autres provinces canadiennes?
- 11 Quel est l'encours de la dette garanti par le gouvernement et l'encours de la dette garanti par octroi du gouvernement (hôpitaux, CLSC, universités, commissions scolaires, cégeps, centres d'hébergement) par années depuis 1994?
- 12 À combien évalue-t-on la croissance des revenus autonomes pour chaque point de croissance nominale du PIB?
- 13 Quel est l'impact sur les dépenses budgétaires d'une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt
- 14 Quel est l'impact des dépenses budgétaires d'une baisse de 0,01\$ du dollar canadien par rapport au dollar US?
- 15 Pour chaque carrefour de la nouvelle économie (CNE), un bilan comprenant notamment : dernier rapport d'activité, dernier rapport d'évaluation, nombre et noms des entreprises qui se sont prévaluées de leurs services pour faire une demande de crédit d'impôt, montant des crédits d'impôt obtenu et nombre d'emplois créés.

**CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT**

- 16 Détail de la politique salariale de la CDP, rémunération, bonis et avantages sociaux.
  - Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers
- 17 Nom des administrateurs, membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.
  - Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

---

**TABLE DES MATIÈRES**

- 18 Liste des voyages hors Québec effectués par les administrateurs et les membres de la direction, dates, participants pour 2001-2002.
- Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers
- 19 Liste des contrats donnés par la CDP, incluant publicité et sondage :
- a) nom des fournisseurs;  
b) montant des contrats;  
c) méthode d'octroi des contrats.
- Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers
- 20 Liste des entreprises à capital fermé et à capital ouvert dans lesquelles la Caisse de dépôt a un représentant sur le conseil d'administration avec :
- a) nom de l'entreprise;  
b) nom des représentants  
c) nom des représentants avec leur occupation principale;  
d) rémunération;  
e) pourcentage du capital détenu par la Caisse de dépôt.
- Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers
- 21 Liste des entreprises dans lesquelles la Caisse de dépôt est signataire d'une convention entre actionnaires.
- Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers

**LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC**

- 22 Détail de la politique salariale de la SAQ, rémunération, bonis et avantages sociaux.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
- 23 Nom des administrateurs, membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
- 24 Liste des voyages hors Québec effectués par les administrateurs et les membres de la direction, dates, participants, pour 2000-2001.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
- 25 Détails des promotions, mise en place par la Société depuis mars 2000, coûts et résultats observés.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
- 26 Liste des contrats donnés par la SAQ, incluant publicité et sondage :
- d) nom des fournisseurs;  
e) montant des contrats;  
méthode d'octroi des contrats.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

---

**TABLE DES MATIÈRES**

- 27 Pour le site Internet de la SAQ, et ce, depuis l'existence du site :
- a) le processus utilisé pour la conception;
  - b) le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) le coût de l'entretien et de la mise à jour;
  - e) qui est responsable du contenu sur le site;
  - f) qui est autorisé à faire des modifications sur le site;
  - g) quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) nombre de visiteurs (hits) par mois;
  - i) combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
- 28 Quel est le profil de la clientèle de la SAQ.com (affaires, individus, fréquence et valeur moyenne des commandes)?
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
- 29 Combien de personnes travaillent à la SAQ.com, avec la définition de tâches de chacune.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
- 30 Contrat Cognicase :
- a) nombre d'employés (jour/heures) qui travaillent sur appel pour la SAQ.com.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
- 31
- a) Dépenses attribuées à la participation de la SAQ dans la Société en commandite la Maison des Futailles.
  - b) Revenus tirés de la Société en commandite la Maison des futailles.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
- 32 État d'avancement du projet du Musée de l'alcool.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers

**LA SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC**

- 33 Ventilation du budget de la publicité et de la promotion.
- Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers
- 34 Liste et copie de tous les sondages commandités en 2000, 2001 et 2002, en incluant les coûts.
- Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers
- 35 Ventilation des revenus générés par les appareils de loterie-vidéo situés dans les multisites, en incluant les revenus moyens par appareil.
- Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers
- 36 Copie de l'analyse des coûts sociaux engendrés par les jeux de hasard.
- Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers
- 37 État des réalisations à la suite du Forum sur le jeu pathologique.
- Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

---

**TABLE DES MATIÈRES**

- 38 L'évolution des revenus, par sources, de Loto-Québec depuis 1990.  
– *Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers*
- 39 Budget accordé par Loto-Québec depuis 1994-1995 pour la prévention du jeu pathologique.  
– *Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers*
- 40 Liste des projets de promotion touristique à l'étranger en faveur des casinos québécois ventilés par régions du monde.  
– *Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers*
- 41 Ventilation détaillée de la fréquentation et des dépenses effectuées aux casinos de Montréal, de Charlevoix et de Hull.  
– *Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers*
- 42 Liste des études d'impact portant sur l'implantation de nouveaux casinos et leurs conclusions.  
– *Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers*
- 43 Détail de la politique salariale de la Société, rémunération, bonis et avantages sociaux.  
– *Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers*
- 44 Nom des administrateurs, membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.  
– *Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers*
- 45 Liste des voyages hors Québec effectués par les administrateurs et les membres de la direction, dates, participants, pour 2000-2001.  
– *Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers*
- 46 Détails des promotions, mise en place par la Société depuis mars 2000, coûts et résultats observés.  
– *Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers*
- 47 Liste des contrats donnés par la Société, incluant publicité et sondage :  
g) nom des fournisseurs;  
h) montant des contrats;  
j) méthode d'octroi des contrats.  
– *Voir le document de la Société des Loteries du Québec - Renseignements particuliers*

**MINISTÈRE DES FINANCES ET INVESTISSEMENT QUÉBEC**

- 48 Pour chacun des certificats (entreprises) autorisés par le BDNE (CDTI, Cité du multimédia, cité du commerce électronique, CNE, CNNTQ), nombre d'emplois créés, à créer et existants, financés par les crédits d'impôt provincial.  
– *Et voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers*

**INVESTISSEMENT QUÉBEC**

- 49 Liste des pertes enregistrées à chaque mois depuis l'existence du Plan Paillé.  
– *Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers*

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

---

**TABLE DES MATIÈRES**

- 50 Demandes d'aides acceptées, montants octroyés, emplois créés et mauvaises créances (pertes) pour chacun des autres programmes d'aide financière administrés par Investissement Québec en 2000-2001 et 2001-2002, et ce, par région.
- Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers
- 51 Montants accordés en subventions, en prêts, en exemptions d'intérêts et délais moyens par étapes et par programmes pour chacun des programmes administrés par Investissement Québec, en 2001-2002.
- Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers
- 52 Liste des projets ayant suscité, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2000, des investissements majeurs de l'étranger, ventilation de ces investissements, montant de l'aide accordée et nombre d'emplois créés :
- a) par provenances géographiques;
  - b) par régions d'implantation;
  - c) par secteurs d'activité.
- Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers
- 53 Bilan d'activité et évaluation des résultats du Programme d'aide à l'exportation. Nombre de demandes acceptées et montants versés en 2000-2001.
- Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers
- 54 Liste des entreprises ayant bénéficié d'une aide financière administrée et garantie par Investissement Québec, pour lesquelles une perte ou une provision pour perte apparaît à l'état financier 2000-2001 et 2001-2002 d'Investissement Québec, en précisant :
- a) le montant de l'aide financière consentie;
  - b) le montant de la perte inscrit aux livres;
  - c) la nature de l'aide consentie (prêt, prêt sans intérêts, subvention);
  - d) la nature du programme (incluant le programme et le type d'aide).
- Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers
- 55 Liste des sociétés où Investissement Québec détient une participation financière :
- a) indiquer le % de participation;
  - b) ventilation par régions;
  - c) noms des représentants d'Investissement Québec dans chacune des sociétés concernées;
  - d) indiquer les changements intervenus après le 1<sup>er</sup> avril 2001.
- Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers
- 56 Liste de toutes les décisions prises en vertu de l'article 27 de la Loi sur Investissement Québec, indiquant pour 2001-2002 :
- a) l'entreprise;
  - b) le type d'aide;
  - c) le montant octroyé et le coût total des projets;
  - d) le nombre d'emplois créés;
  - e) le nom des entreprises qui ne sont plus en opération et les pertes d'emplois correspondantes;
  - f) les pertes reliées aux actifs par types d'aide.
- Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers
- 57 Combien d'entreprises ont appliqué et combien d'entre elles ont été admises au Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)?
- Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers
- 58 Quelles sont les sommes versées via ce Fonds?
- Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

---

**TABLE DES MATIÈRES**

- 59 Quelle est la répartition géographique des entreprises qui ont reçu de l'aide via ce Fonds?  
– Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers
- 60 Copie des plans stratégiques et d'orientation en matière d'investissements étrangers pour 2002-2003.  
– Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers
- 61 Quel a été le nombre de nouveaux emplois créés par région pour le programme d'impôt remboursable pour les activités de transformation et le nombre de certificats d'admissibilité émis par Investissement Québec.  
– Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers
- 62 Quel est le nombre de nouveaux emplois créés depuis l'entrée en vigueur du crédit d'impôt remboursable pour la Vallée de l'aluminium et le nombre de certificats émis par Investissement Québec?  
– Voir le document d'Investissement Québec - Renseignements particuliers

**AUTRES**

- 63 Ventilation des paiements de transferts aux différentes sociétés d'État et nombre d'employés de ces sociétés pour 2000-2001.
- 64 Liste des études et avis produits à l'interne comme à l'externe ainsi que les honoraires s'y rattachant.
- 65 Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec.
- 66 Liste des sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un (des) employés du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.
- 67 Dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information :  
a) téléphonie;  
b) matériel informatique;  
c) logiciels;  
d) programmation;  
e) formation.
- 68 Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1).

**QUESTION 1 - Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale observée des mesures ayant un impact sur les revenus des six budgets qui ont précédé celui de 2002-2003?**

**MESURES AUX SOCIÉTÉS**

La dernière année pour laquelle les statistiques fiscales des sociétés sont observées est l'année 1998. Par ailleurs, la valeur des dépenses fiscales relatives aux mesures annoncées dans les budgets est présentée sur une base prévisionnelle à partir de l'année 1999.

**Impacts financiers des mesures relatives à la fiscalité des sociétés pour la dernière année observée et estimation pour l'année 1998**

(en millions de dollars)

	Estimation	Projection		
	1998	1999	2000	2001
<b>Budget 1996-1997</b>				
Crédit d'impôt remboursable pour la construction ou la transformation de navires	- 10	- 25	- 15	- 19
<b>Budget 1997-1998</b>				
Crédit d'impôt remboursable pour la création d'emplois	- 23	- 22	- 4	-
Centre de développement des technologies de l'information (CDTI)	- 5	- 14	- 26	- 47
Crédit d'impôt remboursable relatif à la déclaration des pourboires	- 23	- 34	- 34	- 34
Crédit d'impôt remboursable pour l'acquisition d'équipements de nettoyage à sec moins polluant	f	f	f	-
Crédit d'impôt remboursable pour le doublage	f	f	f	f
Amortissement accéléré supplémentaire (25%)	-50	- 63	- 75	- 68
Congé de taxe sur le capital de 2 ans	- 50	- 79	- 75	- 82
Programme fédéral de remboursement de la taxe d'accise sur le carburant d'aviation	n.d.	n.d.	n.d.	-
Aide fiscale à la capitalisation du Réseau d'investissement social du Québec	f	f	f	f
<b>Budget 1998-1999</b>				
Réforme de la fiscalité des entreprises	-	-18	-146	-267
Exemption à l'égard des revenus tirés de l'administration et de la gestion de nouveaux fonds d'investissement	f	f	f	f
Déductibilité des droits compensateurs et antidumping	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Déductibilité des provisions pour tremblement de terre	f	f	f	f
Réduction du capital versé de certaines institutions financières	- 5	- 9	- 9	- 10
Cité du multimédia	- 2	- 12	- 25	- 46
Crédit d'impôt remboursable pour dépenses de démarchage d'un CFI	f	f	f	f
Crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle	f	f	f	- 3
Crédit d'impôt remboursable pour les entreprises de chemin de fer	f	- 13	- 13	- 13
Crédit d'impôt remboursable pour la création d'emploi dans l'industrie du vêtement et de la chaussure	- 9	- 9	- 9	- 9
Crédit d'impôt remboursable relatif à la création de fonds d'investissement	- 3	- 6	- 9	- 4
Crédit d'impôt remboursable relatif aux gestionnaires de fonds	f	f	f	f
Crédit d'impôt remboursable relativement à la période d'apprentissage des jeunes employés spécialités de CFI	f	f	f	f

f : Montant inférieur ou égal à 1 million

n.d. : Non disponible



**QUESTION 1 - Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale observée des mesures ayant un impact sur les revenus des six budgets qui ont précédé celui de 2002-2003? (suite)**

**MESURES AUX SOCIÉTÉS (suite)**

	Estimation	Projection		
	1998	1999	2000	2001
<b>Budget 1999-2000</b>				
Carrefours de la nouvelle économie	-	f	f	- 26
Centre national des nouvelles technologies de Québec	-	f	f	- 20
Cité de l'optique	-	f	f	- 3
Crédit d'impôt remboursable pour superdéductions pour la R-D	-	-	f	-
Crédit d'impôt remboursable basé sur l'accroissement des dépenses de R-D	-	f	- 10	- 15
Crédit d'impôt remboursable pour les services d'adaptation technologique	-	f	f	f
Crédit d'impôt remboursable pour la production d'enregistrements sonores	-	f	f	f
Crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles musicaux	-	f	f	- 4
Zone Mirabel	-	f	f	- 71
<b>Budget 2000-2001</b>				
Cité du commerce électronique	-	-	- 8	- 32
Technopôle Angus	-	-	f	f
Taux d'inclusion du gain en capital	-	-	- 41	- 110
Solution commerce électronique	-	-	f	- 5
Crédit d'impôt pour spectacles numériques	-	-	-	- 6
Vallée de l'Aluminium	-	-	f	- 2
Gaspésie - Régions maritimes	-	-	f	f
Édition livres	-	-	f	- 4
Congé fiscal de 10 ans pour projets majeurs d'investissement	-	-	f	- 18
Crédit d'impôt entretien chevaux	-	-	f	- 3
Crédit d'impôt remboursable pour dépenses de démarchage pour un fonds d'investissement étranger	-	-	f	f
Crédit d'impôt remboursable pour l'embauche d'analystes spécialisés dans les titres de sociétés québécoises	-	-	f	f
Crédit d'impôt remboursable pour participation des courtiers à la bourse Nasdaq	-	-	f	f
Communications entre sociétés et investisseurs	-	-	f	f
Soutien au développement de bourses de valeurs et de chambres de compensation de valeur à Montréal	-	-	-	f
<b>Budget 2001-2002</b>				
Congé fiscal de dix ans pour les PME manufacturières des régions éloignées	-	-	-	- 38
Exonération de Capital régional et coopératif Desjardins	-	-	-	-
Crédit d'impôt pour l'embauche d'analystes financiers juniors spécialisés dans les instruments financiers dérivés	-	-	-	f
Cité de la biotechnologie et de la santé humaine du Montréal métropolitain	-	-	-	f
Crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation dans les régions ressources	-	-	-	- 7
Crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources	-	-	-	- 11

f : Montant inférieur ou égal à 1 million  
n.d. : Non disponible

**QUESTION 1 - Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale observée des mesures ayant un impact sur les revenus des six budgets qui ont précédé celui de 2002-2003? (suite)**

**MESURES AUX PARTICULIERS**

La dernière année pour laquelle les statistiques fiscales des particuliers sont observées est l'année 1999. Par ailleurs, la valeur des dépenses fiscales relatives aux mesures annoncées dans les budgets est présentée sur une base prévisionnelle pour l'année 2000, 2001 et 2002.

**Impacts financiers des mesures relatives à la fiscalité des particuliers et des taxes de vente de 1997 à 2002.**  
(en millions de dollars)

	Valeur observée			Projection	
	1997	1998	1999	2000	2001
<b>BUDGET 1995-1996</b>					
Bonification du crédit d'impôt remboursable pour frais d'adoption	- 1	- 1	-1	-1	-1
Nouvelle déduction pour les artistes à l'égard des revenus provenant de droits d'auteur	-2	-2	-2	-2	-3
Hausse du crédit d'impôt pour contribution à un parti politique	- 1	- 1	-1	-1	-1
Déduction pour personne habitant dans une région éloignée	- 2	- 2	-2	-2	-2
<b>Taxe de vente</b>					
Bonification des remboursements partiels aux organismes de services publics	- 64	-72	-79	-81	-84
<b>BUDGET 1996-1997</b>					
Récupération de certains crédits d'impôt non remboursables à partir du revenu net de 26 000 \$					
– pour une personne vivant seule	49	n.s.p.	n.s.p.	n.s.p.	n.s.p.
– en raison de l'âge	45	n.s.p.	n.s.p.	n.s.p.	n.s.p.
– pour revenus de retraite	37	n.s.p.	n.s.p.	n.s.p.	n.s.p.
– <i>Sous total</i>	131	82	83	84	86
Limitations au crédit d'impôt pour frais médicaux	23	15	15	14	14
Transformation en crédit d'impôt non remboursable de la déduction pour cotisation syndicale, professionnelle ou à une association artistique	20	14	14	13	13
Restrictions au crédit d'impôt relatif aux actions émises par le FSTQ et par Fondation	18	n.s.p.	n.s.p.	n.s.p.	n.s.p.
Limitations de l'aide fiscale à la retraite	10	10	10	10	10
<b>BUDGET 1997-1998</b>					
Baisse importante et simplification majeure de l'impôt sur le revenu des particuliers	n.s.p.	- 857	-867	-878	-889
Amélioration de l'aide fiscale aux étudiants	n.s.p.	- 4	-4	-4	-4
Bonification de l'aide fiscale relative aux personnes handicapées	n.s.p.	- 19	-19	-19	-19
Bonification du crédit d'impôt remboursable pour la taxe de vente	n.s.p.	- 146	-146	-146	-147
<b>Taxe de vente</b>					
Abolition des remboursements partiels aux municipalités et au transport en commun urbain	56	81	75	82	84
<b>BUDGET 1998-1999</b>					
Crédit d'impôt non remboursable à l'égard des intérêts payés sur un prêt étudiant	n.s.p.	-7	-13	-15	-15
Non-imposition des retraits des fonds des REER aux fins d'études	n.s.p.	- 10	-10	- 10	- 10
Admissibilité des frais pour études à temps partiel au crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants	n.s.p.	- 10	-10	- 10	- 10
Exemption à l'impôt minimum des versements dans les REER et RPA	n.s.p.	- 7	-7	- 7	- 7
Bonification de la réduction d'impôt à l'égard des familles pour les contribuables partageant un logement	n.s.p.	- 3	-3	- 3	- 3
Nouveau crédit remboursable pour les résidents d'un village nordique	n.s.p.	-2	-2	-2	-2

n.s.p. : Ne s'applique pas.

**QUESTION 1 - Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale observée des mesures ayant un impact sur les revenus des six budgets qui ont précédé celui de 2002-2003? (suite)**

**MESURES AUX PARTICULIERS (suite)**

	Valeur observée			Projection	
	1997	1998	1999	2000	2001
<b>BUDGET 1999-2000</b>					
Réduction de la cotisation des particuliers au FSS	n.s.p.	n.s.p.	n.s.p.	- 44	- 45
Crédit d'impôt remboursable de 23 % pour le soutien à domicile des personnes âgées de 70 ans ou plus	n.s.p.	n.s.p.	n.s.p.	-3	-25
Amélioration de l'aide fiscale pour personnes atteintes d'une déficience physique ou mentale grave et prolongée	n.s.p.	n.s.p.	-13	- 13	- 13
Hausse de 2 000 \$ à 3 000 \$ du crédit d'impôt remboursable maximal pour frais d'adoption	n.s.p.	n.s.p.	-1	-1	-1
Hausse des montants maximums de frais de garde d'enfants	n.s.p.	n.s.p.	-2	-2	- 2
<b>BUDGET 2000-2001</b>					
Réduction générale de l'impôt des particuliers <sup>(1)</sup>				-1 035	-1 650
Bonification du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde				- 29	- 29
Exemption d'impôt sur les bourses d'études et les bourses au mérite				- 29	- 29
Bonification du régime d'imposition des travailleurs autonomes				- 25	- 25
Bonification du crédit d'impôt pour dons				- 3	- 3
Nouveau crédit d'impôt pour l'élite sportive				- 5	- 5
Bonification du crédit d'impôt pour l'hébergement d'un parent				- 1	- 1
Nouveau crédit d'impôt pour traitement de l'infertilité				-3	-3
<b>Taxe de vente</b>					
Bonification du remboursement de la taxe payée à l'égard d'une habitation résidentielle neuve				- 1	- 2
Remboursement de la TVQ pour immeubles locatifs neufs				- 3	- 8
Abolition des remboursements de TVQ aux touristes étrangers (juin 2000)				-20	-10
<b>BUDGET 2001-2002</b>					
Réduction de l'impôt des particuliers <sup>(1)</sup>				n.s.p.	-1 000
Indexation automatique du régime fiscal dès 2002 <sup>(2)</sup>				n.s.p.	n.s.p.
Bonification des crédits d'impôt pour adoption et pour traitement de l'infertilité				n.s.p.	-3
Détaxation complète des bourses d'études				n.s.p.	-7
Admissibilité accrue au crédit d'impôt TVQ pour les étudiants				n.s.p.	-4
Bonification de la déduction pour droits d'auteurs				n.s.p.	-1
Amélioration du traitement fiscal au décès				n.s.p.	-8
Contributions aux partis politiques municipaux rendues admissibles au crédit d'impôt pour contributions politiques				n.s.p.	-1

(1) Impact par année financière 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003

(2) Incluant l'impact de la révision du taux d'indexation de 1.8 % à 2.7 %

n.s.p. : Ne s'applique pas.

**QUESTION 2 - Pour le gouvernement, quel est l'impact financier observé des mesures ayant un impact sur les dépenses des six budgets qui ont précédé celui de 2002-2003?**

**Impact financier pour le gouvernement des mesures des budgets affectant les dépenses <sup>1</sup>(en millions de dollars)**

	Année financière							Impact total par budget	
	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003		2003-2004
Budget 1996-1997	-	-100,0	-106,0	-94,0					-300,0
Budget 1997-1998		-196,0	-250,0	-279,0					-725,0
Budget 1998-1999			-188,5	-233,6					-422,1
Budget 1999-2000			-1 531,7	-1 145,0	-1 189,5				-3 866,2
Budget 2000-2001				-980,4	-938,4	-1 312,7			-3 231,5
Budget 2001-2002					-188,9	-258,5	-389,1		-836,5
Budget 2002-2003							-77,5	-114,7	-192,2

<sup>1</sup> Il s'agit des mesures excluant l'impact des réductions ou des relèvements de dépenses, selon le cas, ainsi que les mesures excluant l'impact des modifications apportées aux pratiques comptables ou à l'organisation financière.

**QUESTION 3 - Ventilation des crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux activités de recherche et développement (grandes entreprises, PME et entités universitaires) ?**

- Les dernières statistiques disponibles qui permettent de ventiler le montant total des crédits d'impôt à la recherche et développement (R-D) font référence à l'année 1997.
- Ainsi, pour cette année, 50,8 % de l'ensemble des crédits d'impôt à la R-D étaient réclamés par des PME (entreprises ayant un actif de 25 millions de dollars et moins) et 49,2 % par de grandes entreprises.
- En 1997, le montant total des crédits d'impôt versé au titre de la R-D s'élevait à 350,2 millions de dollars.
- 6,8 millions de dollars ont été réclamés en vertu du crédit d'impôt pour les contrats de recherche universitaire, les centres de recherche publics et les consortiums de recherche.

**VENTILATION DES CRÉDITS R-D (EN MILLIONS DE DOLLARS)**

Crédit R-D	1997		
	PME	Grande	Total
Montant	177,9	172,3	350,2
En pourcentage	50,8 %	49,2 %	100,0 %

Source : Ministère du Revenu et ministère des Finances du Québec

**QUESTION 4 - Ventilation de l'aide totale accordée à l'industrie des courses de chevaux depuis 1995**

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Montants versés à la Sonacc</b>							
Subventions du MAPAQ	8 342 391	550 000					
Avance du MIC <sup>1</sup>		13 500 000					
Subvention du MIC <sup>2</sup>			20 000 000				
Retour de la taxe sur le pari mutuel (75%) <sup>3</sup>	2 157 609	9 562 159	9 777 623	10 443 330	10 756 883	10 515 479	10 027 198 (Fév. 02)
Aide de Loto-Québec plan de relance <sup>4</sup>			4 514 059	5 132 564	13 690 048	20 423 215	24 701 232
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>10 500 000</b>	<b>23 612 159</b>	<b>34 291 682</b>	<b>15 575 894</b>	<b>24 446 931</b>	<b>30 938 694</b>	<b>34 728 430</b>
<b>Montants versés aux hippodromes</b>							
Retour de la taxe sur le pari mutuel (25 %) <sup>3</sup>	768 416	3 186 287	3 257 835	3 479 718	3 585 378	3 504 303	3 342 399 (Fév. 02)
<b>Intérêts payés sur l'avance de 13,5 M\$ <sup>5</sup></b>			945 000	770 000	674 000	382 000	272 006
<b>AIDE FINANCIÈRE TOTALE DEPUIS 1995</b>	<b>11 268 416</b>	<b>26 798 446</b>	<b>38 494 517</b>	<b>19 825 612</b>	<b>28 706 309</b>	<b>34 825 697</b>	<b>38 342 835</b>

<sup>1</sup> Prêt à long terme remboursable consenti à la SONACC pour éviter la faillite de HDM.

<sup>2</sup> Subvention à la Société d'habitation de Montréal pour permettre le rachat du bail liant la SONACC à cette société afin de faciliter l'achat des terrains et bâtisses de HDM par la SONACC.

<sup>3</sup> Adoption de la Loi créant le "Fonds de l'industrie des courses de chevaux" et d'un décret pour le partage des fonds entre la SONACC (75 %) et les hippodromes (25 %).

<sup>4</sup> Aide annuelle de Loto-Québec d'un montant équivalent aux commissions perçues des hippodromes pour l'exploitation des ALV.

<sup>5</sup> Au taux de 7 %, cette mesure représente une subvention de 945 000 \$ / année payée par le MFO. Les montants tiennent compte des remboursements semestriels du capital fait par la SONACC.

**QUESTION 5 - Estimation du capital de risque au Québec qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement (en dollars)**

Au total, c'est 8,9 milliards de dollars, soit un peu plus de 80 % du capital de risque sous gestion au Québec, qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement.

Des changements méthodologiques dans la compilation des données expliquent en bonne partie l'accroissement de la présence gouvernementale entre 2000 et 2001.

Auparavant, les capitaux récoltés par les fonds de travailleurs au cours des deux premiers mois d'une année étaient comptabilisés dans les capitaux sous gestion de l'année précédente (année où les avantages fiscaux étaient présumément utilisés). Il sont maintenant comptabilisés dans l'année où ils sont récoltés. Cela a pour effet de déplacer des capitaux de l'année 2000 à l'année 2001.

**Distribution de l'offre de capital de risque au Québec**

	2000		2001	
	En milliards de dollars	En %	En milliards de dollars	En %
<b>Gouvernement <sup>1</sup></b>				
- Fonds de travailleurs	3,5	42	5,5	47
- Gouvernements	1,1	13	0,9	9
- Autres (dont la Caisse de dépôt et placement du Québec)	1,7	21	2,9	27
<b>Sous-total</b>	<b>6,3</b>	<b>76</b>	<b>8,9</b>	<b>83</b>
<b>Privé</b>	<b>2,0</b>	<b>24</b>	<b>1,8</b>	<b>17</b>
<b>Total</b>	<b>8,3</b>	<b>100</b>	<b>10,7</b>	<b>100</b>

Source : Macdonald & Associates Limited

<sup>1</sup> Inclut le capital de risque qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement.

**QUESTION 6 - Ventilation de la provision pour créances douteuses 2002-2003**

**Programme 07, élément 01      66 325 000 \$**

Provision pour interventions financières garanties par le gouvernement pour les différents programmes administrés par Investissement Québec.

**Programme 08, élément 01      25 000 000 \$**

Provision à inscrire sur les prêts et garanties de prêts qui pourraient être émis en vertu du Programme FAIRE en 2002-2003. Selon les normes actuelles, le taux de provision applicable sur les prêts est de 25 % et celui applicable sur les garanties de 15 %.

**TOTAL : 91 325 000 \$**



**QUESTION 7 - État de situation concernant le projet d'usine d'éthanol. Échéancier et prévisions budgétaires**

État de la situation

- Le 12 décembre 1996, le gouvernement a annoncé qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, la taxe sur les carburants applicable à un mélange composé d'essence et d'éthanol serait réduite.
- L'instauration d'une telle mesure de réduction visait à favoriser l'implantation d'une usine d'éthanol au Québec, dont la construction devait débuter en 1998 pour que l'usine soit pleinement opérationnelle en 1999.
- La construction de l'usine a toutefois été retardée.
- Ainsi, c'est le 30 octobre 2000 que Les Alcools de commerce inc. a procédé officiellement à l'annonce de la construction d'une usine à Varennes, celle-ci ne devant toutefois pas être opérationnelle avant l'année 2003.
- Dans ce contexte, la mesure de réduction de la taxe sur les carburants applicable à un mélange composé d'essence et d'éthanol a été reportée.

Rappel

- Le 30 mai 1997, une entente à long terme a été conclue entre le gouvernement du Québec et la Société des Alcools de commerce Inc. garantissant au promoteur le maintien de la réduction de taxe pour une période de 13 ans. Par ailleurs, elle incorpore une clause de partage des profits.
- La réduction de la taxe sur les carburants accordée à l'égard de l'éthanol correspond à un peu moins de 20 cents le litre.
- Le coût fiscal du rabais de taxe est de 25 millions de dollars annuellement (excluant les retombées fiscales positives découlant de l'activité économique générée par la construction et l'opération de l'usine).

**QUESTION 8 - Quel est l'actif et le passif des fonds spéciaux créés depuis 1995-1996?**

Le tableau suivant présente l'actif total, le passif total et l'excédent des fonds spéciaux comptabilisés au bilan consolidé du gouvernement pour 2000-2001

<b>BILAN 2000-2001</b>	<b>Actif total</b>	<b>Passif total</b>
	(en milliards de dollars)	
<b>Fonds spéciaux créés depuis 1995-1996</b>		
- Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	1,968	1,968
- Fonds relatif à la tempête de verglas	0,203	0,203
- Autres fonds	1,354	1,249
<b>Total</b>	<b>3,525</b>	<b>3,420</b>

**QUESTION 9 -    Quel est l'actif et le passif de Financement-Québec au 31 mars 2001?**

**Financement-Québec**

	<u>M\$</u>
Actif	5 271
Passif	5 252
Avoir propre	19

**QUESTION 10 - Quel est l'écart en pourcentage entre les taux de rendement des obligations à moyen et long termes (i.e. 5, 10 et 20 ans ) du gouvernement du Québec par rapport aux autres provinces canadiennes?**

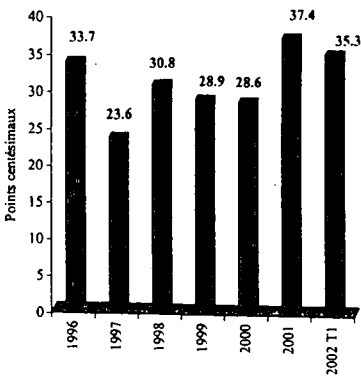
**Voir graphiques.**

**Note :** On remarquera que les graphiques illustrent les rendements sur 5 ans, 10 et 30 ans.

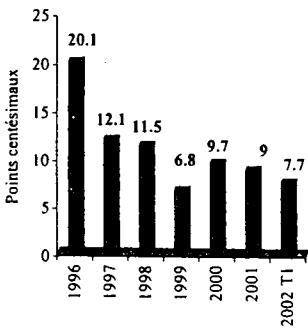
Il n'est pas possible de fournir un graphique pour les rendements de 20 ans, car il n'y a pas de statistiques pour ce terme.

ÉCHÉANCE 5 ANS

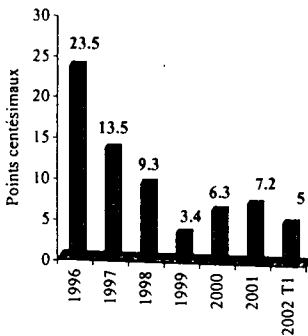
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC VERSUS CANADA (1996 À 2002)



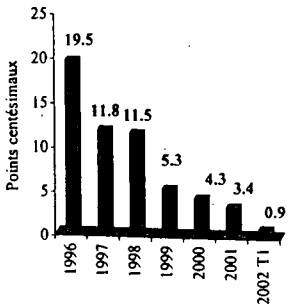
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC VERSUS ONTARIO (1996 À 2002)



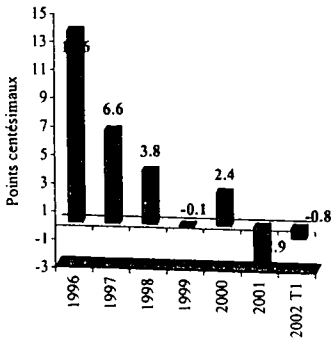
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC VERSUS COLOMBIE BRITANNIQUE (1996 À 2002)



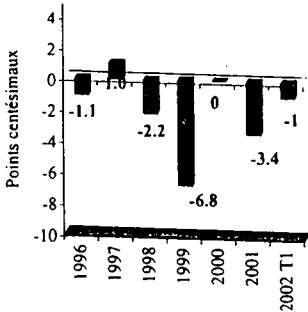
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC VERSUS NOUVEAU-BRUNSWICK (1996 À 2002)



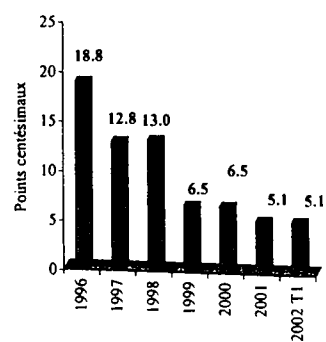
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC VERSUS NOUVELLE-ÉCOSSE (1996 À 2002)



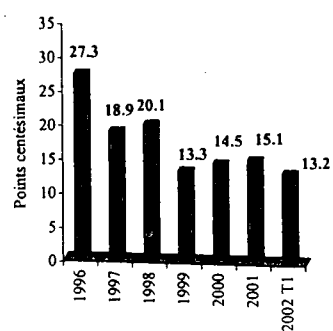
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC VERSUS DE TERRE-NEUVE (1996 À 2002)



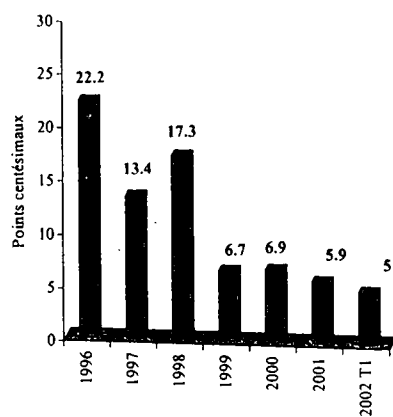
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC VERSUS SASKATCHEWAN (1996 À 2002)



ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC VERSUS ALBERTA (1996 À 2002)

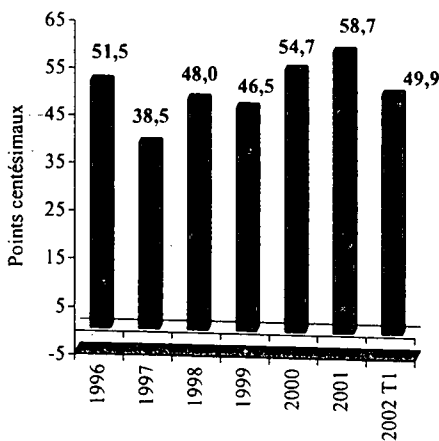


ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC VERSUS MANITOBA (1996 À 2002)

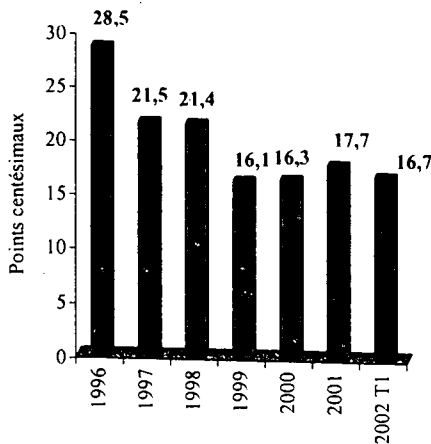


ÉCHÉANCE 10 ANS

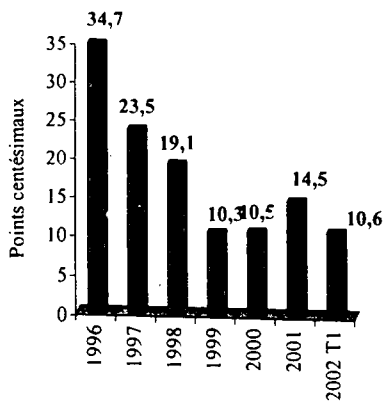
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC VERSUS CANADA (1996 À 2002)



ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC VERSUS ONTARIO (1996 À 2002)

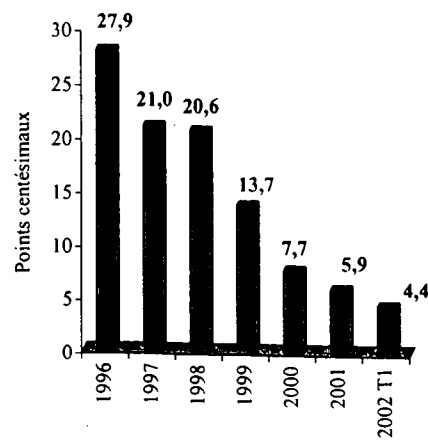


ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC VERSUS COLOMBIE BRITANNIQUE (1996 À 2002)

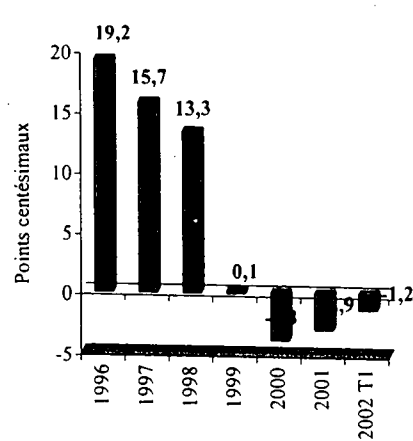




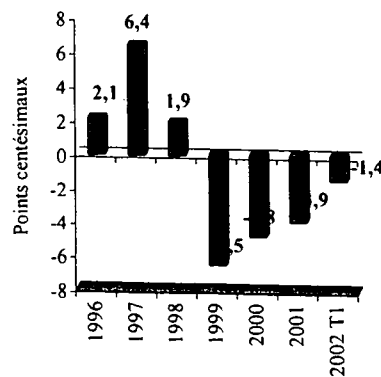
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC VERSUS NOUVEAU-BRUNSWICK (1996 À 2002)



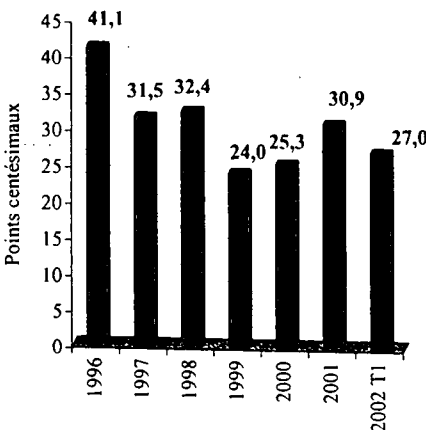
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC VERSUS NOUVELLE-ÉCOSSE (1996 À 2002)



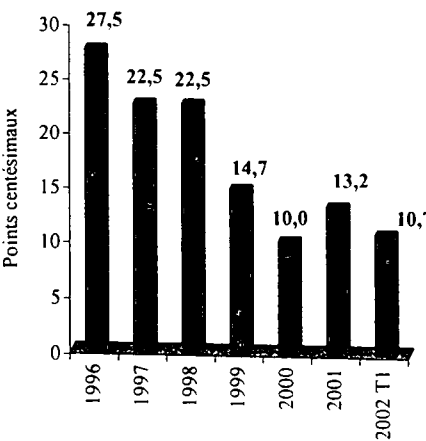
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC VERSUS TERRE NEUVE (1996 À 2002)



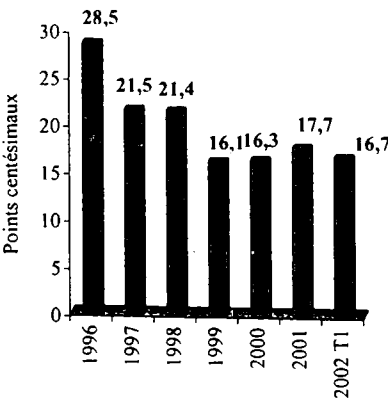
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC VERSUS ALBERTA (1996 À 2002)**



**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC VERSUS SASKATCHEWAN (1996 À 2002)**

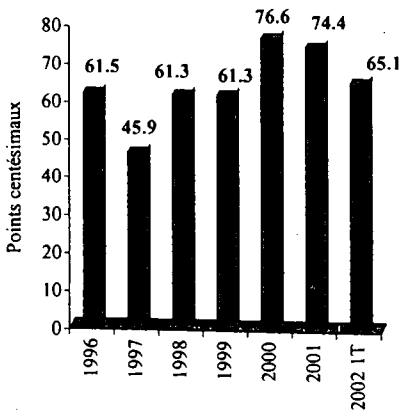


**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC VERSUS MANITOBA (1996 À 2002)**

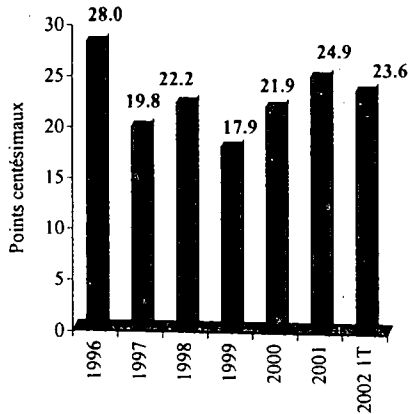


ÉCHÉANCE 30 ANS

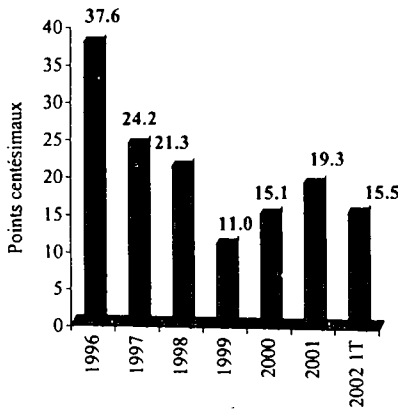
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC VERSUS CANADA (1996 À 2002)



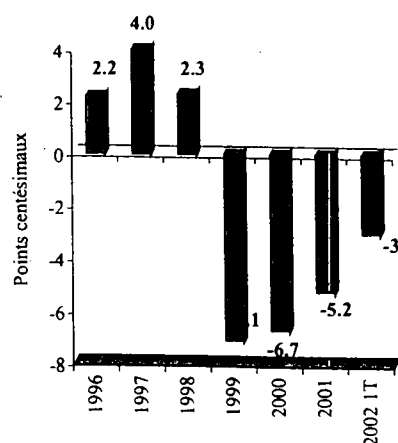
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC VERSUS ONTARIO (1996 À 2002)



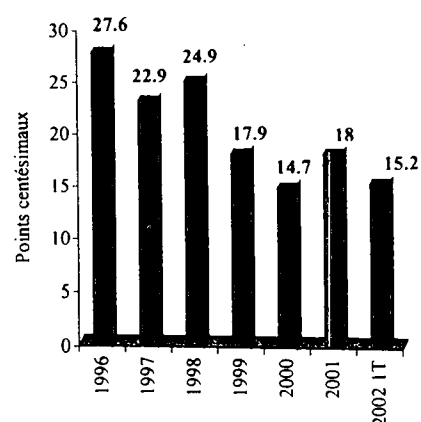
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC VERSUS COLOMBIE BRITANNIQUE (1996 À 2002)



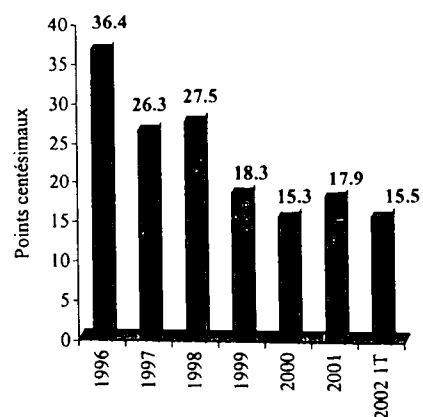
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC VERSUS TERRE-NEUVE  
(1996 À 2002)**



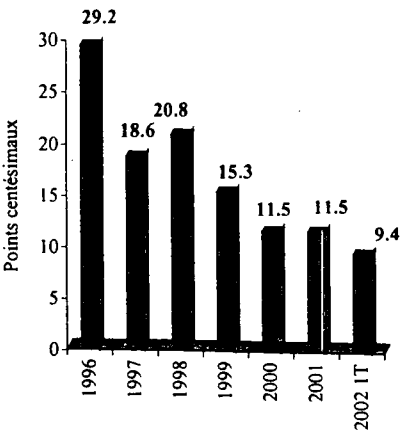
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC VERSUS SASKATCHEWAN  
(1996 À 2002)**



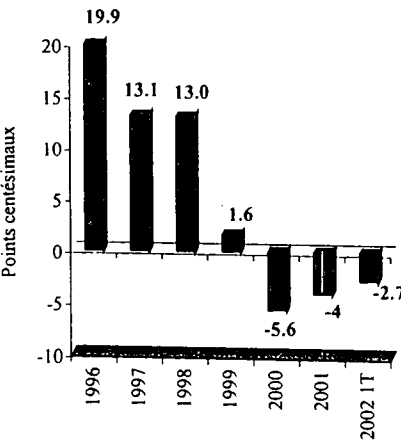
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC VERSUS MANITOBA (1996 À 2002)**



ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC VERSUS NOUVEAU-BRUNSWICK (1996 À 2002)



ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC VERSUS NOUVELLE-ÉCOSSE (1996 À 2002)



**QUESTION 11 - Quel est l'encours de la dette garantie par le gouvernement et l'encours de la dette garantie par octroi du gouvernement (hôpitaux, CLSC, universités, commissions scolaires, cégeps, centres d'hébergement) par année depuis 1994?**

Les données pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2002 ne sont pas disponibles.

**Note :** Les données ne sont pas disponibles sur une base comparable pour les années précédant la réforme comptable.

**Interventions financières garanties au 31 mars**

**GARANTIES D'EMPRUNTS**

(en millions de dollars)

	1998	1999	2000	2001
<i><b>Entreprises et organismes du Gouvernement</b></i> <sup>1-2</sup>				
Hydro-Québec	38 598	39 128	38 165	38 541
Investissement Québec	593	663	944	1 310
Société d'habitation du Québec	282	242	121	172
Autres	61	57	56	58
	<u>39 534</u>	<u>40 090</u>	<u>39 286</u>	<u>40 081</u>
<b>Particuliers et sociétés</b>				
Prêts aux producteurs agricoles	2 837	3 096	3 443	3 748
Prêts aux étudiants	3 219	3 256	3 340	3 259
Autres prêts	148	128	110	89
	<u>6 204</u>	<u>6 480</u>	<u>6 893</u>	<u>7 096</u>
<b>Total des garanties d'emprunts</b>	<b>45 738</b>	<b>46 570</b>	<b>46 179</b>	<b>47 177</b>
Moins :				
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	791	883	814	877
<b>Interventions financières garanties nettes</b>	<b>44 947</b>	<b>45 687</b>	<b>45 365</b>	<b>46 300</b>

**Dette garantie par octroi (engagements du gouvernement) au 31 mars**<sup>3</sup>  
(en millions de dollars)

	1998	1999	2000	2001
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	6 250	6 289	6 513	7 012
Établissements de santé et de services sociaux	3 392	3 640	3 157	3 293
Municipalités et organismes municipaux	2 750	2 955	2 993	2 905
Autres bénéficiaires	227	249	257	277
	<u>12 619</u>	<u>13 133</u>	<u>12 920</u>	<u>13 487</u>

<sup>1</sup> Les garanties d'emprunts en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

<sup>2</sup> Principal des emprunts.

<sup>3</sup> Les engagements en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

**QUESTION 12 - À combien évalue-t-on la croissance des revenus autonomes pour chaque point de croissance nominale du PIB?**

L'effet d'une augmentation plus forte que prévu du produit intérieur brut (PIB) sur les revenus autonomes dépend de la répartition de l'activité économique supplémentaire en terme d'assiettes taxables.

En général, lorsque la composition du choc sur le PIB est inconnue, on utilise une élasticité de 1,05 entre l'augmentation du PIB et la croissance des revenus autonomes (élasticité annuelle moyenne observée depuis 1981-1982), ce qui signifie qu'une hausse de 1 % du taux de croissance du PIB entraîne une augmentation de 1,05 % des revenus autonomes.

En utilisant ces valeurs d'élasticité, une révision de 1 point de pourcentage supplémentaire (de 1,9 % à 2,9 %) de la croissance du PIB en 2002 entraînerait une augmentation des revenus autonomes excluant organismes consolidés et entreprises du gouvernement de l'ordre de 400 millions de dollars.

**IMPACT SUR LES REVENUS AUTONOMES D'UNE HAUSSE DU PIB  
EXERCICE FINANCIER 2002-2003  
(en millions de dollars)**

Revenus autonomes	43 065
<b>Moins:</b>	
- Organismes consolidés	1 885
- Entreprises du gouvernement	3 215
Revenus autonomes excluant organismes consolidés et entreprises du gouvernement	37 965
Révision à la croissance du PIB (1,9 % à 2,9 %)	1 %
Élasticité	1,05
Impact sur les revenus autonomes	400

**QUESTION 13 – Quel est l'impact sur les dépenses budgétaires d'une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt ?**

Une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur tous les marchés (domestique et étrangers) entraîne une hausse de la dépense budgétaire de 247 millions de dollars.

**QUESTION 14 – Quel est l'impact sur les dépenses budgétaires d'une baisse de 1 cent du dollar canadien par rapport au dollar EU ?**

Une baisse de 1 cent du dollar canadien par rapport au dollar EU entraîne une hausse de 44 millions de dollars de la dépense relative au service de la dette.



**QUESTION 15 – Pour chaque carrefour de la nouvelle économie (CNE), un bilan comprenant notamment : dernier rapport d'activité, dernier rapport d'évaluation, nombre et noms des entreprises qui se sont prévaluées de leurs services pour faire une demande de crédit d'impôt, montant des crédits d'impôt obtenu et nombre d'emplois créés**

- La Direction des mesures fiscales d'Investissement Québec est responsable de la gestion des mesures fiscales relatives aux Carrefours de la nouvelle économie (CNE). Précisons que les immeubles désignés CNE permettent d'accueillir des entreprises bénéficiant soit de la mesure fiscale CNE, soit de la mesure fiscale CDTI.
- Un bilan des activités réalisées dans les CNE a été établi le 1<sup>er</sup> septembre 2001. À cette date, 115 entreprises avaient signé des baux dans les CNE situés dans 42<sup>1</sup> municipalités du Québec. Ces entreprises comptaient 1 905 employés comparativement à 1 433 au moment de leur implantation dans un CNE. Ces mêmes entreprises prévoient que leur nombre d'employés s'élèvera à 4 225 d'ici trois ans.
- Ainsi, la création d'emplois d'ici trois ans, selon les prévisions des entreprises, devrait atteindre 2 350 emplois.

**Bilan des mesures de la nouvelle économie : août 2001**

- Depuis quelques années, le gouvernement du Québec a mis en place des mesures d'aide fiscale pour appuyer le développement des entreprises de la nouvelle économie au Québec, soit :
  - Les Centres de développement des technologies de l'information;
  - La Cité du multimédia;
  - Les Carrefours de la nouvelle économie;
  - Le Centre national des nouvelles technologies de Québec;

**Les résultats globaux**

- Au mois d'août 2001, une enquête détaillée auprès des entreprises bénéficiant de ces mesures fiscales a été produite.
- Au global, les 350 entreprises bénéficiant de ces mesures fiscales ont créés 4 760 emplois dans les sites désignés, soit une croissance de 75,1 %.
- Ainsi, depuis la mise en place des mesures le nombre d'emplois a cru de :
  - 472 (32,9 %) dans les CNE;
  - 3 168 (118,6 %) dans la Cité du multimédia;
  - 807 (46,4 %) dans le CNNTQ;
  - 313 (63,7 %) dans les CDTI.
- De plus, d'ici trois ans les entreprises prévoient augmenter le nombre d'emplois à 21 711, soit une création de 15 374 nouveaux emplois. Le tableau suivant résume les résultats de l'enquête.

<sup>1</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2002, le Québec comptait 4 CNE additionnels, pour un total de 46, dans les localités suivantes :

- Mont St-Hilaire (superficie allouée de 4500 m<sup>2</sup>, pourrait regrouper à terme 300 personnes);
- Lacute (superficie allouée de 5000 m<sup>2</sup>, pourrait regrouper à terme 150 personnes);
- Acton Vale (superficie allouée de 1500 m<sup>2</sup>, pourrait regrouper à terme 100 personnes);
- Blainville (superficie allouée de 2250 m<sup>2</sup>, pourrait regrouper à terme 150 personnes).

**QUESTION 15 – Pour chaque carrefour de la nouvelle économie (CNE), un bilan comprenant notamment : dernier rapport d'activité, dernier rapport d'évaluation, nombre et noms des entreprises qui se sont prévaluées de leurs services pour faire une demande de crédit d'impôt, montant des crédits d'impôt obtenu et nombre d'emplois créés (suite)**

**• CRÉATION D'EMPLOIS DANS LES SITES DÉSIGNÉS PAR LES ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRE DES MESURES CNE, CITÉ DU MULTIMÉDIA, CNNTQ ET CDTI – AOÛT 2001 ET AOÛT 2004**

SITES DÉSIGNÉS	ENTREPRISES	BILAN AOÛT 2001						
		EMPLOIS CRÉÉS – SITES DÉSIGNÉS <sup>1</sup>						
		INITIAUX	ACTUEL	CRÉATION	D'ICI 3 ANS (AOÛT 2004)	CRÉATION		
		Nb	Nb	Nb		Nb	Nb	%
CNE	115	1 433	1 905	472	32,9	4 255	2 822	196,9
CITÉ DU MULTIMÉDIA (INCLUANT CDTI DE MONTRÉAL)	113	2 672	5 840	3 168	118,6	11 049	8 377	313,5
CNNTQ (INCLUANT CDTI DE QUÉBEC)	81	1 741	2 548	807	46,4	4 679	2 938	168,8
CDTI	41	491	804	313	63,7	1 728	1 237	251,9
TOTAL	350	6 337	11 097	4 760	75,1	21 711	15 374	242,6

1) : Les emplois correspondent aux emplois totaux (admissibles ou non) par site ou immeuble désigné. Ainsi, à titre d'exemple, des 1905 emplois actuels dans les CNE, certains sont visés par le programme CDTI. Ces résultats sont sur la même base que ceux présentés antérieurement.

**Résultats de la Cité du multimédia**

- Le tableau suivant trace un bilan des résultats à l'égard de la création d'emplois dans la Cité du multimédia. Lors de la mise en place de cette mesure en 1998, l'objectif était le regroupement de 10 000 emplois dans le site désigné de la Cité du multimédia sur une période de dix ans.
- À ce jour, 113 entreprises se prévalent de l'aide fiscale à l'égard de la Cité du multimédia. Celles-ci comptaient initialement 2 672 emplois. Depuis la mise en place de cette mesure, 3 168 emplois ont été créés par ces entreprises, ce qui portent le nombre d'emplois à 5 840.

**CRÉATION D'EMPLOIS DANS LE SITE DÉSIGNÉ DE LA CITÉ DU MULTIMÉDIA - AOÛT 2001**

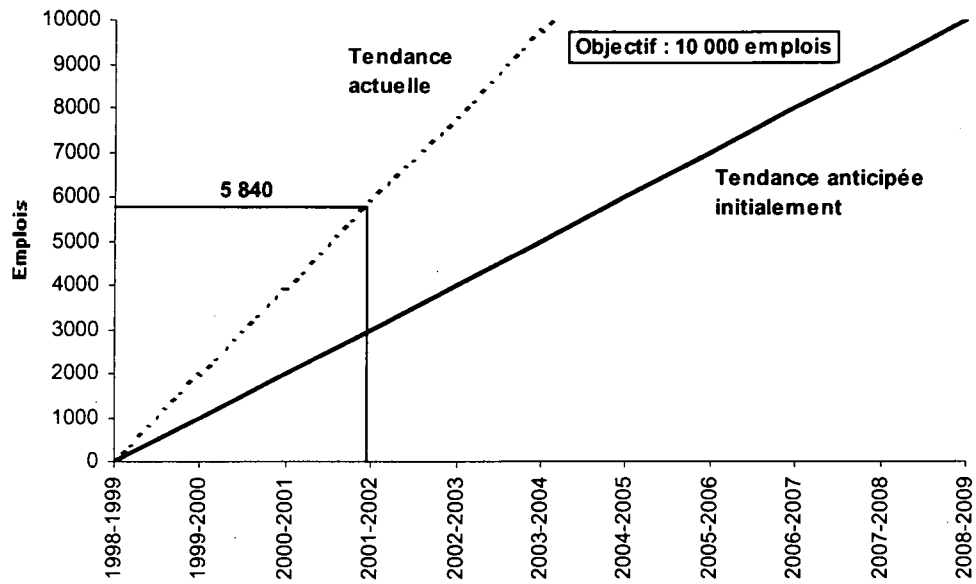
SITE DÉSIGNÉ	ENTREPRISE	BILAN AOÛT 2001				
		EMPLOIS CRÉÉS – SITE DÉSIGNÉ				
		INITIAUX	ACTUEL	CRÉATION		
		Nb	Nb	Nb	Nb	%
CITÉ DU MULTIMÉDIA <sup>1</sup>	113	2 672	5 840	3 168		118,6

1) Incluant le CDTI de Montréal.

- Ainsi, si la tendance se maintient l'objectif de la Cité du multimédia devrait être atteint deux fois plus rapidement que prévu, soit en 2003-2004 plutôt qu'en 2008-2009.

**QUESTION 15 – Pour chaque carrefour de la nouvelle économie (CNE), un bilan comprenant notamment : dernier rapport d'activité, dernier rapport d'évaluation, nombre et noms des entreprises qui se sont prévaluées de leurs services pour faire une demande de crédit d'impôt, montant des crédits d'impôt obtenu et nombre d'emplois créés (suite)**

**ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LA CITÉ DU MULTIMÉDIA**



**QUESTION 48 - Pour chacun des certificats autorisés par le BDNE (CDTI, Cité du multimédia, Cité du commerce électronique, CNE, CNNTQ) quel est le nombre d'emplois créés, à créer et existants financés par les crédits d'impôt provincial?**

Le ministère des Finances est responsable de la gestion des mesures fiscales de la Cité du commerce électronique. Le Centre de développement des technologies de l'information (CDTI), la Cité du multimédia, les Carrefours de la nouvelle économie (CNE) et le Centre national des nouvelles technologies de Québec (CNNTQ) sont pour leur part sous la responsabilité d'Investissement Québec et les informations à leur sujet sont fournies à la questions n° 48 des renseignements particuliers de l'organisme.

ATTESTATIONS ÉMISES PAR LE BUREAU DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Zone de commerce électronique			
Nombre d'attestations émises	Emplois initiaux	Emplois prévus dans 3 ans	Création d'emplois prévue
17	675	2 998	2 323

Cité du commerce électronique			
Nombre d'attestations émises	Emplois initiaux	Emplois prévus dans 5 ans	Création d'emplois prévue
4	2 516	5 073	2 557

**QUESTION 63 - Ventilation des paiements de transferts aux différentes sociétés d'État et nombre d'employés de ces sociétés pour 2000-2001**

	Transfert (000 \$)	Nombre d'employés au 31 mars 2001
Investissement Québec	69 165,3	348
Institut de la statistique du Québec	13 782,7	308
Société des Alcools du Québec	NIL	5320
Société des Loteries du Québec	NIL	5819

**QUESTION 64 – Liste des études et avis produits à l'interne comme à l'externe ainsi que les honoraires s'y rattachant**

**Avis au Conseil des ministres**

Le ministère des Finances est appelé à fournir des avis au Conseil des ministres sur des mémoires et des projets de décrets. Ces avis sont confidentiels.

**Études produites à l'interne**

Les études et analyses concernant les domaines économique, budgétaire et fiscal servent à guider la ministre et le gouvernement en matière d'élaboration de politiques et sont confidentielles. Les décisions et les explications sont rendues publiques dans le Discours sur le budget, les renseignements supplémentaires sur les mesures du budget, les bulletins d'information du ministère et les synthèses des opérations financières.

**Études produites à l'externe**

La liste des études produites à l'externe est fournie en réponse à la question 8 des Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle, question portant sur les contrats de moins de 25 000 dollars octroyés en 2001-2002.

**QUESTION 65 - Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec**

Cette demande a déjà été formulée par M<sup>e</sup> Jean-Philippe Marois, directeur du cabinet du whip en chef de l'Opposition officielle dans le cadre d'une demande d'accès à l'information.

Elle est présentement en révision devant la Commission d'accès à l'information du Québec.

**QUESTION 66 - Liste des sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un (des) employés du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années**

Le ministère des Finances n'a pas créé d'OSBL au cours des cinq dernières années.

Cependant, il convient d'indiquer que le versement de subventions à huit (8) OSBL a fait l'objet d'une annonce lors du Discours sur le budget de 1998-1999 et 1999-2000. Ces OSBL ne relèvent pas du MFQ ni du gouvernement. Ils doivent par contre rendre des comptes aux ministères sectoriels qui leur ont versé la subvention.



**QUESTION 67 - Dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information : a) téléphonie; b) matériel informatique; c) logiciels; d) programmation; e) formation.**

Les informations concernant Investissement Québec, la Société des loteries du Québec, la Société des alcools du Québec et la Caisse de dépôt et placement se retrouvent dans les réponses aux renseignements particuliers fournies par les organismes.

Ministère/ organisme	Téléphonie	Matériel informatique	Logiciels	Programmation	Formation
Ministère des Finances	159 117 \$	1 403 887 \$	340 314 \$	175 800 \$	136 863 \$
Inspecteur général des institutions financières (IGIF)	300 763 \$	423 283 \$	331 111 \$	---	44 241 \$
Institut de la statistique du Québec (ISQ)	117 934 \$	327 030 \$	585 765 \$	994 331 \$	35 052 \$

**QUESTION 68 - Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)**

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, la liste de classement des ministères et organismes n'est disponible que par consultation sur place.